



Compte Rendu de la Conférence sur l'**Indopacifique** organisée par l'Association des Auditeurs IHEDN Paris Île de France du 1^{er} février 2023

Rapporteurs : Erwan BERGER & Denis LAMBERT

Les analyses et opinions contenues dans ce document n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

TABLE DES MATIERES

Table des matières

1	Compte Rendu.....	3
1.1	Introduction à la conférence	3
1.2	Les différents axes de la stratégie française en Indopacifique	3
1.2.1	Le pilier « sécurité et défense »	3
1.2.2	Le pilier du « multilatéralisme »	6
1.2.3	Le pilier du « Climat »	7
1.2.4	Le pilier de « l'Economie »	9
1.3	Intervention de l'Ambassade de Singapour en France : relations entre la France et Singapour dans le cadre de la stratégie française pour l'Indopacifique	11
2	Présentation des Intervenants	13
2.1	Les intervenants	13
2.1.1	Melissa LEVAILLANT	13
2.1.2	Yannick REST.....	13
2.1.3	Nicolas REGAUD	13
2.1.4	Hubert TESTARD	13
2.1.5	Shan Jee CHUA	13
2.2	Le modérateur.....	14
2.2.1	Emmanuel VERON	14
3	BIBLIOGRAPHIE.....	15

1 Compte Rendu

1.1 INTRODUCTION A LA CONFERENCE

Une part considérable des équilibres du monde de demain se joue aujourd'hui dans l'Indopacifique. La France, qui compte 1,6 million de citoyens et trois-quarts de sa zone économique exclusive dans cette zone, est déterminée à être bien présente à ce rendez-vous historique.

Le Président de la République a posé les principes et les lignes d'action de la stratégie française dans la région au printemps 2018. De ceux-ci a émané la Stratégie Française en Indopacifique publiée en février 2022 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Lors de ses vœux aux Armées en ce début d'année, le Président Macron a rappelé l'importance de la zone, eu égard à tous ses enjeux.

L'Association des Auditeurs IHEDN Paris Île de France a souhaité organiser cette conférence du 1^{er} février 2023 pour évoquer les enjeux en Indopacifique et les différents axes de la stratégie française dans cette zone et souligner le rôle que la France doit et souhaite jouer dans cette Région.

Revoir la conférence en vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=JXk_8bBUb7I

L'Association des Auditeurs IHEDN Paris Ile de France remercie les différents intervenants et le modérateur qui ont fait de cette conférence un succès. Leur biographie est disponible en annexe.

1.2 LES DIFFERENTS AXES DE LA STRATEGIE FRANÇAISE EN INDOPACIFIQUE

1.2.1 Le pilier « sécurité et défense »

Il y a différentes représentations de la zone Indopacifique en fonction des visions géopolitique et stratégique de chaque pays. Elle représente les deux tiers du Globe dans lequel on se déplace en navires ou en aéronefs du fait des distances.

La zone Indopacifique compte six membres du G20 et est la plus créatrice de richesse. Mais elle concentre également de nombreux sujets liés à la sécurité et à la géopolitique, prenant en compte le rôle croissant de la Chine et de l'Inde dans le Monde.

De nombreux pays ont mis en place une politique en faveur de l'Indopacifique, à commencer par le Japon qui dès 2007 évoquait la confluence entre les deux Mers. En 2017, les Etats-Unis et l'Australie ont parlé de « free and open Indopacific ». L'Inde, un des acteurs majeurs dans cette zone, a présenté sa vision de l'Indopacifique au Shangri-La Dialogue de 2018. L'Indonésie a été le premier pays des pays de l'ASEAN à pousser pour une politique tournée vers l'Indopacifique en jouant un rôle moteur dans l'élaboration du « Asean Indopacific Outlook¹ ».

En France, le Président a posé les principes de la stratégie française en Indopacifique en 2018. La stratégie interministérielle française pour l'Indopacifique a été publiée début 2022 et en 2020 un ambassadeur pour la zone a été nommé. Il existe également une ligne directrice vers l'Indopacifique en Union Européenne avec en particulier les Pays Bas et l'Allemagne. L'Union Européenne a adopté en 2022 une stratégie de coopération avec la région.

¹ Consulté en mars 2023 : https://asean.org/asean2020/wp-content/uploads/2021/01/ASEAN-Outlook-on-the-Indo-Pacific_FINAL_22062019.pdf

L'Indopacifique est aussi le théâtre de compétition entre les Etats-Unis et la Chine, et la Chine constitue la priorité de la politique étrangère des Etats-Unis. Malgré la guerre en Ukraine, c'est bien vers la Chine que les Etats-Unis regardent à long terme. Les pays asiatiques ne veulent pas choisir entre les Etats-Unis et la Chine, et décident en fonction de leurs intérêts.

C'est une région marquée par une forte dynamique technologique et elle présente un risque de découplage technologique entre la Chine et les Etats-Unis.

Enfin c'est une région de tensions et de cristallisations où les équilibres sont mouvants. On peut citer Taïwan, les disputes en mer de Chine méridionale avec une remise en cause du droit international, et la Corée du Nord. La rivalité entre la Chine et les Etats-Unis structurent les équilibres sécuritaires et obligent les Etats à composer avec de nouvelles menaces et influences et donc menace le multilatéralisme. La Région est marquée par des alliances comme le QUAD² ou AUKUS³

C'est la région de plus forte croissance des budgets d'armements.

La zone Indopacifique regroupe toutes les conditions pour une guerre moderne : innovations militaires dopées par l'IA et technologies avancées renforçant le risque de nouveaux modes d'affrontements dans les champs du cyberspace, de l'espace, de la haute mer mais aussi les champs informationnel, électrométriques mais aussi dans les zones grises de conflictualités.

Cette région est traversée par de nombreux câbles sous-marins de grande valeur stratégique qui implique que la maîtrise des fonds marins prend tout son sens

La région est aussi marquée par le développement des activités illégales en parallèle du développement économique : pêche illégale, surpêche, menace terroriste, trafic de drogue...

La France est une puissance riveraine et résidente. 1,6 millions de citoyens français vivent dans les territoires français d'Indopacifique et 2 millions avec les expatriés dans la région, situation qui n'a pas d'équivalent parmi les pays européens. La France possède la deuxième ZEE au monde dont 90% se trouve dans la zone. La France est le pays possédant le plus grand territoire maritime en Indopacifique. 7000 militaires, hors personnels des navires, sont positionnés dans la Région et confirment une connaissance de la Région et du milieu. 18 Attachés de défense, accrédités dans 33 pays, sont présents dans la région ainsi que des officiers de liaison comme à l'IFC à Singapour⁴. La France bénéficie d'une histoire et d'une présence dans la Région et est le premier pays européen à avoir adopté une stratégie pour la Région.

² Consulté en mars 2023 : QUAD composé des Etats-Unis, du Japon, de l'Australie, et de l'Inde - https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1e_000396.html

³ Consulté en mars 2023 : <https://www.defence.gov.au/about/taskforces/nuclear-powered-submarine-task-force/australian-uk-and-us-partnership>

⁴ Consulté en mars 2023 : https://www.ifc.org.sg/ifc2web/app_pages/User/commonv2/aboutus.chtml

La stabilité économique de la France dépend de plus en plus de la zone Indopacifique, de ses échanges commerciaux et de la sécurité de ses voies maritimes. C'est une zone d'intérêt majeur pour la France dont la sécurité y est directement engagée en tant que puissance riveraine.

La stratégie française vise à soutenir l'ordre international fondé sur le droit et sur la défense du multilatéralisme et de la liberté d'accès dans les espaces communs (survol et navigation principalement). Elle promeut une approche collective et inclusive des défis de sécurité et prend en compte les questions environnementales et de changement climatique. La France est une puissance d'équilibre dans la région, ce qui ne veut pas dire équidistante. La France ne prend pas parti dans les litiges territoriaux et son objectif, lors de ses déploiements militaires, est un comportement stable, prévisible et non-confrontationnel. La France a mené plusieurs déploiements dans la Région ces derniers mois (la mission « Marianne » d'un SNA⁵, la mission « Skyros » avec des Rafales de l'Armée de l'Air et de l'Espace⁶⁷, la mission « Pégase » toujours avec des Rafales de l'Air⁸⁹, la mission « Rastaban » avec des Rafales¹⁰¹¹ de la Marine) et va continuer de tels déploiements en 2023 et au-delà.

L'objectif de la France est aussi de peser dans l'architecture de défense dans la région. On peut citer l'ADMM-Plus¹² dans laquelle la France vient d'obtenir un statut d'observateur dans deux groupes de travail, l'IONS¹³ présidé actuellement par la France ou le Western Pacific Naval Symposium. La France participe aussi aux IFC, ceux basés à Singapour¹⁴ et en Inde¹⁵, et échange beaucoup d'informations avec les pays de la zone au travers du MICA¹⁶ de Brest. L'objectif est aussi de construire des coopérations et partenariats stratégiques, militaires et armements (E.A.U, Japon, Inde, Indonésie, Singapour). La France participe aux fora de la Région sur la défense et la sécurité comme le Shangri-la dialogue¹⁷¹⁸ organisé chaque année avec Singapour. La France a également un rôle à jouer dans le HADR (Humanitarian Assistance and Disaster Relief), en tant que pays riverain.

⁵ Consulté en mars 2023 : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/08/fin-d-une-mission-d-interet-strategique-en-mer-de-chine-pour-un-sous-marin-francais_6076065_3210.html

⁶ Consulté en mars 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=Cl5GhczMFwc>

⁷ Consulté en mars 2023 : <https://www.asafrance.fr/item/bilan-de-la-mission-skyros-un-defi-operationnel-technique-logistique-et-humain.html>

⁸ Consulté en mars 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=kmK1sBPicBQ>

⁹ Consulté en mars 2023 : <https://air.defense.gouv.fr/armee-de-lair-et-de-lespace/dossier/mission-pegase-2022>

¹⁰ Consulté en mars 2023 : <https://www.youtube.com/watch?v=lnNHxSSoj3A>

¹¹ Consulté en mars 2023 : <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/indo-pacifique-des-rafale-projetes-jusqu-a-singapour-1359574.html>

¹² Consulté en mars 2023 : <https://admm.asean.org/index.php/about-admm/about-admm-plus.html>

¹³ Consulté en mars 2023 : <https://www.ions.global/>

¹⁴ Consulté en mars 2023 : https://www.ifc.org.sg/ifc2web/app_pages/User/commonv2/aboutus.cshtml

¹⁵ Consulté en mars 2023 : <https://www.indiannavy.nic.in/ifc-ior/about-us.html>

¹⁶ Consulté en mars 2023 : <https://www.mica-center.org/quest-ce-que-le-mica-center/>

¹⁷ Consulté en mars 2023 : <https://www.iiss.org/events/shangri-la-dialogue/shangri-la-dialogue-2022>

¹⁸ Consulté en mars 2023 :

https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/tronc_commun/11.06.2022%20Discours%20de%20S%C3%A9bastien%20Lecornu%2C%20ministre%20des%20Arm%C3%A9es%20-%20Shangri%20La%20Dialogue.pdf

Le rayonnement de la France au sein des Think Tank de la Région est également important, et la France va notamment placer une personne à la RSIS¹⁹ de Singapour pour les échanges.

La France a un rôle de soutien pour l'Union Européenne dans la Région, une capacité d'entraînement des projets européens, comme les projets Crimario²⁰ ou Esiwa²¹. L'Officier de liaison à SG est également accrédité auprès de l'UE.

1.2.2 Le pilier du « multilatéralisme »

C'est un défi commun des pays de la Région qui adopte une stratégie pour l'Indopacifique face à la montée en puissance de la Chine dans la Région.

En mai 2018, le président parle d'un axe France – Inde – Australie en Indopacifique, puis en 2019 un texte sur la stratégie de défense en Indopacifique est publié par le ministère de la Défense, en 2020 un ambassadeur pour la région est nommé et enfin la stratégie interministérielle est publiée. Ces différentes publications font le constat d'un déficit de régulation et de l'absence de consensus multilatéral sur les conditions d'accès et sur l'utilisation des espaces communs et, à l'inverse, de l'accentuation des rapports de forces conjuguée à la faiblesse des architectures régionales de sécurité et de coopération multilatérale dans la Région. Les organisations multilatérales de la Région ont aussi souffert d'une diminution de leurs moyens, même si cela est en train de changer.

Une des principales menaces envers ces coopérations multilatérales est la politique chinoise qui privilégie les relations bilatérales avec les Etats de la zone, ainsi que la politique américaine qui n'investit pas dans des structures institutionnelles multilatérales mais privilégie des stratégies d'alliance.

Dans ce contexte, un des objectifs de la France est d'œuvrer pour un ordre multilatéral fondé sur le droit, mais aussi de répondre à une volonté de ne s'aligner ni sur la Chine, ni sur les Etats-Unis, sans chercher à être équidistante entre les deux puisque les Washington reste un des alliés stratégiques majeurs de la France. Mais la France ne s'aligne pas sur la politique des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine. La France est une puissance d'initiatives, c'est-à-dire responsable et proactive.

La France est membre de la Commission de l'Océan Indien²², et est depuis 2020 le 23^{ème} membre de l'Indian Ocean Rim Association²³. Ces deux associations sont organisées en groupes de travail : notamment l'Inde et la France travaillent à les renforcer dans des secteurs comme l'économie bleue ou la sécurité maritime. Depuis la publication de sa stratégie en Indopacifique, la France a cherché à redynamiser ces deux associations.

¹⁹ Consulté en mars 2023 : <https://www.rsis.edu.sg/>

²⁰ Consulté en mars 2023 : <https://www.expertisefrance.fr/actualite?id=785808>

²¹ Consulté en mars 2023 : https://expertisefrance.fr/protection-sociale-et-financement-de-la-sante?p_p_id=101&p_p_lifecycle=0&p_p_state=maximized&p_p_mode=view&_101_struts_action=%2Fasset_publisher%2Fview_content&_101_assetEntryId=861453&_101_type=content&_101_urlTitle=esiwa-renforcer-la-cooperation-en-matiere-de-securite-entre-l-union-europeenne-et-l-asie&inheritRedirect=false

²² Consulté en mars 2023 : <https://www.commissionoceanindien.org/>

²³ Consulté en mars 2023 : <https://www.iora.int/en>

Dans le Pacifique, La France est membre du Forum des Îles du Pacifique et est membre fondateur de la Communauté du Pacifique qui est la plus importante organisation technique et scientifique du Pacifique. La France participe également au SPDMM²⁴ dont le prochain sommet en 2023 aura lieu à Nouméa.

Il y a vraiment une articulation entre ce que fait la France dans les Organisations et ce que fait la France, en dehors du cadre institutionnel, avec ses partenaires, et notamment avec l'Inde. La France et l'Inde s'aident mutuellement pour renforcer leur présence dans les organisations multilatérales en Indopacifique et œuvrent au multilatéralisme en complément. La conduite d'exercices multilatéraux fait aussi partie de la politique multilatérale de la France.

Au travers du terme Indopacifique, il y a réellement la construction d'une région qui vient en réponse à l'initiative chinoise de « Belt and Road ». Les pays ayant mis en œuvre une stratégie indopacifique partagent une convergence de points de vue sur certains points comme le fait de voir l'Océan Indien et le Pacifique comme un continuum sécuritaire, la prise de conscience de l'augmentation de la militarisation, la lutte contre la piraterie, l'importance de promouvoir le respect de la souveraineté et l'indépendance des Etats, etc.

La France va promouvoir une approche multilatérale et inclusive qui se rapproche de celle de l'Inde ou de l'ASEAN, mais qui diffère de celle des Etats-Unis. La « National Security Strategy » américaine de 2017 a pour cible la Chine. Les Etats-Unis visent une architecture de sécurité en réseau dans laquelle ils seraient au centre. Cette stratégie complique le travail des autres Etats prônant le multilatéralisme. Le QUAD²⁵ lancé en 2007, puis ravivé en 2017 et renforcé en 2019 est un des enjeux centraux de la politique des Etats-Unis en Indopacifique. Avec l'administration Biden, les sujets traités au sein du QUAD se sont élargis à des sujets comme le climat, la santé, etc. En parallèle du QUAD a émergé l'alliance AUKUS²⁶.

La France cherche à renforcer ses liens avec l'ASEAN. La France est un des pays moteurs de l'Union Européenne en Indopacifique et le renforcement de la coopération de l'Union Européenne avec l'ASEAN peut être un outil du renforcement du multilatéralisme dans la zone. Le défi est la cohérence de la politique des pays de l'Union Européenne et de la cohérence de leurs actions dans la zone. Une piste pourrait être aussi d'explorer les possibilités de la coopération de l'Union Européenne avec le QUAD sur des sujets comme la santé ou la connectivité.

1.2.3 Le pilier du « Climat »

Le changement climatique a quatre grandes familles de conséquences : la hausse des températures, la hausse du niveau des mers (avec la dilatation de la mer dans les régions chaudes), l'augmentation des précipitations et les événements climatiques extrêmes.

La région de l'Indopacifique est particulièrement affecté par le changement climatique. Cependant il faut distinguer l'exposition aux risques et la vulnérabilité. La hausse du niveau

²⁴ Consulté en mars 2023 : <https://climateandsecurity.org/wp-content/uploads/2019/07/2019-spdmm-joint-communique-endorsed-by-all-members-2.pdf>

²⁵ Consulté en mars 2023 : https://www.mofa.go.jp/fp/nsp/page1e_000396.html

²⁶ Consulté en mars 2023 : <https://www.defence.gov.au/about/taskforces/nuclear-powered-submarine-task-force/australian-uk-and-us-partnership>

des mers dans la région (Pacifique Sud et Est de l’Océan Indien) est quatre fois plus élevée que dans le reste du Monde. Cela met en danger l’existence de nombreuses îles de terres cultivables et amplifie les effets de subsidence (effondrement des territoires des grandes métropoles côtières), ce qui expose les populations littorales. Le risque climatique est donc majeur, très important pour beaucoup de pays de la Région qu’il impacte. Le nombre de jours caniculaires a été multiplié par trois en cinquante ans, ce qui affecte la santé humaine avec l’extension des maladies vectorielles mais aussi les infrastructures et les équipements. Il y a aussi des effets sur les ressources hydroélectriques dans la Région et les chaînes d’approvisionnements.

Dans un contexte général de sur-pêche et de pêche illicite, le réchauffement des mers entraîne le déplacement des ressources halieutiques vers des eaux plus fraîches et notamment vers le Pacifique Est ou Nord aux dépens du Pacifique Sud. Cela a donc des effets sur les ressources alimentaires et financières des pays concernés. De plus en plus, la lutte contre la pêche illicite et la raréfaction des ressources halieutiques devient un sujet sécuritaire et il a pris de l’ampleur dans les échanges au niveau diplomatique ou dans les instances politico-sécuritaires. La tendance au déplacement des ressources halieutiques va engendrer celui de la pêche illicite, et la France doit s’y préparer pour protéger ses ressources et celles de ses partenaires.

Sur un plan géopolitique le changement climatique tend à accroître les tensions internationales, en particulier pour l’accès à l’eau des grands fleuves nourriciers. Ce problème est lié à la fonte de la cryosphère himalayenne et à la construction de barrages en amont mettant les pays en aval dans des situations critiques. Les systèmes multi-latéraux ou mini-latéraux pour la gestion de l’eau prennent de plus en plus d’importance.

Dans l’Indopacifique, le changement climatique est encore très largement vu sous l’angle du soutien que les forces armées peuvent apporter aux opérations HADR ou opérations d’assistance humanitaire post catastrophe naturelle. Cet enjeu de soutien est important car le besoin existe et va croître, et cela devient un enjeu d’influence auprès des petits pays de la région.

Les infrastructures militaires et duales sont souvent très vulnérables aux événements climatiques extrêmes et la capacité de résilience de certains états est faible. C’est un potentiel de coopération, notamment pour identifier les structures vulnérables, car il est possible d’anticiper grâce aux modèles climatiques développés pour le GIEC les infrastructures affectées. La France peut participer à l’audit de ces infrastructures vulnérables dans l’Indopacifique.

La France a été pionnière dans le domaine de la sécurité climatique depuis 2010. En 2017, elle a lancé une étude dans le cadre du SPDMM sur les vulnérabilités et les enjeux de défense liés au changement climatique, au niveau de la sécurité maritime, de la vulnérabilité et de la résilience des infrastructures de défense et du HADR. Cela a permis d’avoir une vision partagée des recommandations qui ont été approuvées au SPDMM de 2019 et sont en cours de mise en œuvre.

L'accord Franz²⁷ fonctionne bien et fait réfléchir sur de nouveaux cadres de coopération lors de catastrophes naturelles. La France participe également à de nombreux exercices de HADR dans la Région. La France est devenue récemment membre du forum HACGA²⁸ qui lutte pour la protection de l'environnement et contre la pêche illicite. La France s'est ainsi montrée pionnière.

Les Etats-Unis sont devenus extrêmement proactifs sur le changement climatique depuis la prise de poste du président Biden, avec notamment la création de la « community of Indopacific for climate security ».

De nombreux pays dans la Région présentent des faiblesses car ils ne se sont pas organisés pour affronter le changement climatique sur le plan sécuritaire et leurs armées n'ont pas encore élaboré de stratégie sur le Changement climatique comme la France ou le Japon. Néanmoins il reste encore du travail pour introduire le changement climatique dans différentes enceintes de coopération, même si la France l'a fait dans la Commission de l'Océan Indien par exemple. Il faudrait peut-être le faire au sein de l'ADMM-Plus. Il reste encore beaucoup à faire, et c'est aussi pour notre bénéfice, car le sujet nécessite de la coopération et du partage de savoir-faire.

1.2.4 Le pilier de « l'Economie »

Il est important de souligner quelques éléments de contexte :

- La Chine ne fait plus la course en tête en Asie Pacifique en matière de développement, puisque le poids relatif de ASEAN et de l'Inde va croître. Structurellement, selon le FMI, la Chine aura une croissance plus lente dans l'avenir.
- On parle beaucoup de la fin de la mondialisation, mais ce n'est pas le cas. Le commerce mondial reste soutenu et donc la dynamique de la globalisation se poursuit
- L'Asie continue à gagner du terrain, avec la Chine, mais aussi l'ASEAN, la Corée ou l'Inde qui progresse aussi.
- La régionalisation intra-asiatique est élevée mais ne progresse pas. Donc les pays hors Asie représentent une part importante des échanges, de l'ordre de 40%
- L'Union Européenne (à 27) représente une part plus importante que les Etats-Unis dans les échanges avec l'Asie, et cela reste stable depuis une dizaine d'années. Le taux de couverture des échanges de l'Union Européenne avec environ 66% est plus élevé que celui des Etats-Unis.

La Chine est le premier marché des échanges de biens avec l'Union Européenne, puis vient l'ASEAN et ensuite le Japon, la Corée ou l'Australie. Sur les échanges de services, l'ASEAN est le premier marché mais l'Inde est aussi un marché important par ses services dans l'informatique. Si l'Union Européenne est déficitaire pour les échanges de biens, elle est excédentaire dans ceux des services.

Sur les investissements (IDE), l'Union Européenne a un stock d'investissements important dans la zone avec en premier lieu l'ASEAN pour 60% environ, alors que la Chine représente un

²⁷ Consulté en mars 2023 : <https://www.lnc.nc/article/pays/l-accord-franz-celebre-ses-25-ans>

²⁸ Consulté en mars 2023 : <https://hacgam.org/about>

peu moins de 20%. Singapour représente environ 60% des investissements en ASEAN et les investissements de Singapour en Europe sont pratiquement équivalents à ceux de la Chine. Le grand investisseur asiatique est le Japon avec environ un tiers du total.

Concernant la France, l'Asie représente 20% de ses importations et 14% de ses exportations, ce qui est comparable à l'Union Européenne. La France est un peu plus présente dans les échanges avec l'ASEAN ou l'Inde que l'Union Européenne. Le taux de couverture de la France décroît depuis quelques années. La présence des entreprises françaises est forte en Asie, ce qui signifie que la France investit en Asie plus qu'elle n'exporte (environ 4 fois plus que les exportations directes) et donc il faut protéger ces investissements. Dans ces investissements, l'ASEAN représente une part importante, équivalente de la Chine.

L'Asie Pacifique est la seule région du monde qui s'intéresse encore au libre-échange et continue à le développer. Ses pays ont signé des accords²⁹³⁰ régionaux mais aussi des accords bilatéraux.

Contrairement aux Etats-Unis, l'Union Européenne a un projet et a signé des accords avec le Japon, la Corée, Singapour, le Vietnam, la Nouvelle Zélande. Des négociations sont en cours avec l'Australie, l'Inde et l'Indonésie. En revanche les discussions ont été suspendues avec la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande.

En ce qui concerne les accords de protection des investissements, la situation n'est pas très bonne. Un accord avec la Chine avait été signé mais il n'a pas été ratifié pour des raisons politiques. D'autres accords avec l'Asie du Sud-est ont été signés, comme avec Singapour et le Vietnam, mais n'ont pas été ratifiés et la France porte une part de responsabilité puisqu'elle ne les a pas non plus ratifiés au niveau national.

On peut se demander si l'Union Européenne pourrait rejoindre le CPTP comme le Royaume Uni qui discute la question. Un autre sujet d'importance est lié aux Etats-Unis qui ont créé « l'Indopacific economic framework³¹ » avec un enjeu important cette année sur l'économie numérique car les Américains veulent imposer leur norme qui est différente de celle de la France et donc représente un risque.

La pandémie a affecté les échanges de la France, avec notamment la baisse des exportations de matériels aéronautiques. Avec la guerre en Ukraine, on voit une hausse des importations de pétrole en provenance d'Asie car la France achète à la Corée, à l'Inde et à Singapour. Un autre sujet est le besoin de diversifier les échanges de la France qui reposent pour beaucoup sur l'aéronautique, le luxe et l'agroalimentaire avec actuellement un enjeu important sur la santé. Sur la transition énergétique, la France est bien placée avec EDF, Engie et Veolia.

²⁹ Consulté en mars 2023 : <https://www.businessfrance.fr/parteneriat-economique-regional-global>

³⁰ Consulté en mars 2023 : <https://www.mti.gov.sg/Trade/Free-Trade-Agreements/CPTP>

³¹ Consulté en mars 2023 : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/05/23/fact-sheet-in-asia-president-biden-and-a-dozen-indo-pacific-partners-launch-the-indo-pacific-economic-framework-for-prosperity/>

Se pose la question du découplage avec la Chine, sur laquelle la France doit réfléchir pour déterminer les produits sur laquelle elle devrait être moins dépendante. La France doit aussi regarder comment ne pas être pénalisée par les Chinois ou les Américains sur les chaînes de valeur (précautions anti-coercition). Il y a beaucoup d'investisseurs asiatiques dans la Frenchtech française en Asie et beaucoup d'entreprises de la Frenchtech, ce qui est un point d'importance du fait de l'importance de l'économie numérique dans la Région.

1.3 INTERVENTION DE L'AMBASSADE DE SINGAPOUR EN FRANCE : RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET SINGAPOUR DANS LE CADRE DE LA STRATEGIE FRANÇAISE POUR L'INDOPACIFIQUE

Nul n'ignore que l'Indopacifique est une région d'intérêt pour la France pour des raisons géographiques et stratégiques. Comme l'a rappelé le Président Macron lors du sommet de l'APEC³², la stratégie indopacifique de la France est multidimensionnelle et va au-delà des aspects défense et sécurité. L'ASEAN est la sixième destination des exportations françaises, et Singapour représente la moitié de celles-ci.

Singapour est bien placé pour jouer un rôle fort dans la stratégie indopacifique française. La France et Singapour couvrent un large éventail de questions telles que la défense et la sécurité, la science et la recherche, l'innovation et le commerce. A ce jour, la France est le seul pays européen avec lequel Singapour a établi un partenariat stratégique³³ (2012).

Singapour et la France accordent tous deux la priorité au multilatéralisme, au libre-échange, à la connectivité et au respect du droit international. Ces valeurs communes ont pris davantage de relief dans le cadre de la guerre en Ukraine puisque Singapour a adopté une position de principe contre la violation du Droit International et de la Charte des Nations Unies par la Russie.

En 2017, la France et Singapour ont fait une déclaration conjointe sur l'innovation au plus haut niveau qui a donné lieu à l'Année de l'Innovation France Singapour en 2018³⁴. Cela a conduit à institutionnaliser cette collaboration en matière d'innovation avec la création d'un comité conjoint³⁵. La force de ce partenariat réside dans sa capacité à évoluer avec son temps. Même au plus fort de la pandémie, Singapour et la France ont maintenu la connectivité de leurs approvisionnements.

Pour soutenir leurs PME, la France et Singapour ont signé en mars 2022 un accord numérique et vert³⁶, dernière initiative en date visant à actualiser et renforcer en permanence leur solide

³² Consulté en mars 2023 : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/11/18/deplacement-du-president-emmanuel-macron-en-thailande>

³³ Consulté en mars 2023 : <https://sg.ambafrance.org/Relations-politiques-3302>

³⁴ Consulté en mars 2023 : <https://sg.ambafrance.org/L-Annee-de-l-Innovation-France-Singapour-se-cloture-avec-la-visite-du>

³⁵ Consulté en mars 2023 : <https://sg.ambafrance.org/Scientific-Cooperation-3571>

³⁶ Consulté en mars 2023 : <https://sg.ambafrance.org/Signature-du-partenariat-numerique-et-vert-entre-la-France-et-Singapour-en>

partenariat économique. Un plan de mise en œuvre a été adopté en septembre 2022³⁷, couvrant le transport intelligent, les villes intelligentes, la cybernétique, l'innovation financière, les techniques agroalimentaires et le quantique.

Sur le changement climatique, Singapour comme la France s'est engagée à atteindre la neutralité carbone en 2050. C'est en Asie qu'une partie importante de la lutte contre le changement climatique va se jouer, puisque l'Asie représente 60% de la population mondiale et la moitié des émissions de gaz à effet de serre. En sa qualité de place financière mondiale de premier plan en Asie, Singapour reconnaît qu'elle a un rôle à jouer dans la mobilisation de financements mixtes pour soutenir la transition de l'Asie vers le net zéro. Dans cet objectif l'Autorité Monétaire de Singapour a organisé une conférence³⁸ en 2022 en amont de la COP27.

Dans le contexte mondial d'incertitude actuel, l'Ambassade de Singapour salue l'engagement de la France dans la Région, et souligne l'importance que nos régions restent connectées en renforçant nos relations bilatérales et régionales.

³⁷ Consulté en mars 2023 : <https://sg.ambafrance.org/Minister-in-charge-of-Foreign-Trade-Attractiveness-and-French-Nationals-Abroad-5197>

³⁸ Consulté en mars 2023 : <https://www.mas.gov.sg/news/speeches/2022/net-zero-act-now-act-fast-act-together>

2 Présentation des Intervenants

2.1 LES INTERVENANTS

2.1.1 Melissa LEVAILLANT

Mélissa LEVAILLANT est actuellement chercheuse au sein du cabinet « Conseil & Recherche ». Auparavant, elle a occupé les postes de directrice adjointe du département des études et de la recherche à l'IHEDN, de chargée de mission sur l'Asie du Sud à la DGRIS, de chercheuse sur l'Inde à l'IRSEM. Docteure en sciences politiques et relations internationales, elle est également diplômée d'un Master en War Studies du King's College London et d'un Master en sciences politiques de Sciences Po Paris.

2.1.2 Yannick REST

Le capitaine de vaisseau Yannick Rest est depuis septembre 2022 chargé de domaines (lutte surface air, drones, maîtrise des fonds marins) au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations.

Il a été précédemment attaché de défense à Singapour et non-résident au Brunei Darussalam d'août 2019 à août 2022. Il a dirigé le bureau des relations internationales de l'état-major de la marine à Paris de 2017 à 2019, a été attaché de défense au Brésil de 2013 à 2016 et chargé de mission au bureau OTAN de la direction générale des relations internationales et de la stratégie de 2011 à 2013. Il a servi sur le porte-avions Charles de Gaulle, sur frégates et a commandé le bâtiment hydrographique et océanographique Beautemps-Beaupré.

2.1.3 Nicolas REGAUD

Nicolas REGAUD est conseiller Climat auprès du major général des armées et anime la mise en oeuvre de la stratégie climat & défense. Il a dirigé un ouvrage collectif lors de son passage à l'IRSEM en 2020-21: "La guerre chaude - enjeux stratégiques du changement climatique" et a été précédemment conseiller spécial pour l'Indopacifique auprès du directeur général des relations internationales et de la stratégie et, entre 2008 et 2014, adjoint au directeur chargé des affaires stratégiques, en charge de la politique de défense et de la prospective. Il a organisé en 2015 la première conférence internationale des ministres et hauts responsables de la Défense sur le changement climatique et ses implications pour la défense. Il est docteur en sciences politiques de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

2.1.4 Hubert TESTARD

Hubert TESTARD enseigne actuellement à l'institut d'études politique de Paris sur les perspectives économiques et sociales à long terme de l'Asie.

Il est un ancien responsable de la direction générale du Trésor. Il a effectué plus de la moitié de sa carrière en Asie comme conseiller économique et financier au Japon, en Corée, en Chine et de 2010 à 2014 à Singapour à la tête du service économique régional chargé des pays de l'ASEAN.

Il est l'auteur d'un livre sur l'impact mondial de la pandémie intitulé "Pandémie, le basculement du monde" (Editions de l'Aube - mars 2021), et il est co-auteur du livre "Le dossier chinois" (Editions du Cherche Midi - octobre 2022).

2.1.5 Shan Jee CHUA

Première secrétaire pour les Affaires Politiques à l'Ambassade de Singapour à Paris, Shan Jee CHA a étudié à Sciences Po Paris et à l'Université de Pékin.

2.2 LE MODERATEUR

2.2.1 Emmanuel VERON

Emmanuel Véron est docteur en géographie, spécialiste de la Chine contemporaine et de relations internationales et enseignant-chercheur à l'Inalco et à l'Ecole navale. Ses travaux s'intéressent aux dynamiques intérieures chinoises et à la politique étrangère de la Chine en Asie et dans le monde. Il travaille notamment sur la puissance navale et maritime de la Chine. Il enseigne dans diverses institutions les questions géopolitiques de la Chine et de l'Indopacifique (Ecole de Guerre, Ensta, ICP, ...). Par ailleurs, il conseille des entreprises et des institutions. Il est conseiller du commerce extérieur français.

3 BIBLIOGRAPHIE

Les documents ci-dessous ont été consultés en mars 2023

1	La stratégie française en Indopacifique	https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/fr_a4_indopacifique_022022_dcp_v1-10-web_cle017d22.pdf
2	Rapport d'information de l'Assemblée nationale au sujet de l'Indopacifique	https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/l15b5041_rapport-information.pdf
3	Revue de la Défense Nationale	https://www.defnat.com/sommaires/sommaire.php?cidrevue=844
4	Session IHEDN	https://ihedn.fr/2022/10/03/ouverture-de-la-session-internationale-pour-lindopacifique/
5	Dossier de presse du Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique	https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/itxelstv/2022-02-18-dp-indopacifique-fr.pdf
6	Nomination de l'Ambassadeur pour l'Indopacifique	https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046331226
7	Note d'Antoine BONDZ sur la France et l'Indopacifique	https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2022/202237.pdf
8	La stratégie de défense française en Indopacifique	https://www.archives.defense.gouv.fr/content/download/559433/9681745/file/La%20Strat%C3%A9gie%20de%20d%C3%A9fense%20fran%C3%A7aise%20en%20Indopacifique%20-%20R%C3%A9sum%C3%A9%20-%202019.pdf
9	Climat et Sécurité	https://imccs.org/wp-content/uploads/2020/07/Climate-Security-Indo-Asia-Pacific_2020_7.pdf